

PROJET DE LA CITÉ FINANCIÈRE D'ALGER

Nouveau revers pour les Espagnols

La société espagnole FCC vient d'essayer un nouveau revers. Hier, lors de l'ouverture des plis pour le projet de la cité financière de Belouizdad, l'offre de cette société a été jugée irrecevable en raison d'une différence d'interprétation d'un article du cahier des charges, élaboré par le maître d'œuvre, une filiale de la Cnep.

Partie pour arracher ce projet d'une enveloppe de 10 milliards de dinars (100 millions d'euros), FCC comptait se racheter par rapport au dossier de la Grande Mosquée d'Alger qui lui a été retirée bien qu'elle présentait avec Cosider et ETRHB, la meilleure offre financière.

La séance d'ouverture des plis, organisée hier dans une agence de la Cnep à Baba Ahcène, aura été houleuse en raison de la contestation provoquée par la mauvaise adaptation du code des marchés publics au

cahier des charges. Ainsi, après l'élimination de l'espagnole FCC, la commission a rejeté l'offre présentée par la société indienne Shapoorji Pallngi.

Les employés de celle-ci ont commis l'erreur de placer un document (attestation de cautionnement) dans le pli de l'offre financière alors qu'il devait accompagner le dossier technique.

Les palabres qui suivirent les décisions de la commission d'ouverture des plis n'auront servi à rien dans la mesure où

ses membres se cachaient derrière des arguments techniques assez complexes.

Au terme de cette séance, GETIM, la filiale de la Cnep, a retenu trois groupements pour la réalisation de son projet : les turcs de Cayi et Bilyap, Cevico (filiale de Cevital) avec les espagnols Isolux et enfin la société publique GESI-TP en collaboration avec les portugais de Teixeira Duante.

Ces trois groupement seront appelés à se présenter une seconde fois pour l'ouverture des plis des offres financières.

Pour rappel, la réalisation de la cité financière Belhaffaf a été décidée par le Premier ministre Ahmed Ouyahia et confiée à GETIM, qui a été créée spécialement pour la circonstance. Une



Photo : Samir Sid

enveloppe de 10 milliards de dinars lui a été accordée pour ce projet, considéré comme étant le

plus important après celui de la Grande Mosquée d'Alger.

H. M.

PASSEPORT BIOMÉTRIQUE

Distribution partielle dès décembre 2011

Une opération de distribution partielle des passeports biométriques commencera dès le mois prochain. Selon le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, cette opération commencera au niveau de quelques daïras de la wilaya d'Alger et devrait concerner quelques milliers de dossiers. Selon

le ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait hier en marge de la cérémonie de lancement du futur Centre international des conférences, au Club-des-Pins, le problème du film plastique de sécurisation a été «réglé» et l'entreprise en charge de la confection avait été sélectionnée.

Chérif Bennaceur

SELON DAHO OULD-KABLIA :

«La crise au FLN nuit au parti et au pays»

La «crise au FLN nuit au parti et au pays.» Une sentence formulée hier par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, en marge de la cérémonie de lancement du futur Centre international des conférences au Club-des-Pins. Selon Daho Ould-Kablia, réitératif au demeurant et récusant tacitement toute tromperie, la rencontre tenue récemment à Draria (ouest d'Alger) par le mouvement de redresse-



ment du FLN avait été autorisée par son département sur la base d'une demande de trois personnes, non d'un «mouvement qui n'existe pas» et pour discuter des réformes politiques. Néanmoins, le ministre de l'Intérieur semble laisser la porte ouverte aux animateurs de ce mouvement de tenir un congrès, à charge, cependant, de pouvoir réunir les conditions de représentativité et d'organisation.

C. B.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE COMMUNALE

La disposition adoptée par le Parlement caduque

La disposition du code de la commune régissant l'élection du président de l'Assemblée populaire communale (APC) semble déjà caduque. Selon le ministre de l'Intérieur, une disposition de la loi organique relative aux élections, qui sera en vigueur dès l'année prochaine, devrait revoir cette disposition que le Parlement, certes «souverain» dira-t-il, a cependant adopté dans des conditions qui manquent de satisfaire aux principes démocratiques. D'autre part, Daho Ould-Kablia a fait état d'une trentaine ou d'une quarantaine d'intentions de création de partis,

formulées le plus souvent, selon lui, par voie médiatique, et pour certaines n'exprimant aucune envergure.

Le ministre de l'Intérieur a cependant indiqué que cinq ou six dossiers d'agrément de partis semblent répondre «plus ou moins» aux conditions requises notamment par le projet de loi relatif aux partis. Cela même si l'examen de ces dossiers n'a pas été entamé par son département, ne manque-t-il pas de préciser. Voire, les militants de ces partis pourront participer aux prochaines élections à titre d'indépendants, en

attendant l'entrée en vigueur de cette loi qui contient, selon Daho Ould-Kablia, des «dispositions beaucoup plus intéressantes, plus faciles» et des «plus claires» pour les partis et qui justifieraient qu'ils attendent selon lui.

D'autre part, le ministre de l'Intérieur qui a réfuté tout recul de l'exécutif quant à la question du «nomadisme politique», a indiqué qu'il œuvrait à mettre en œuvre les réformes décidées par le président de la République, même si «on ne peut aller plus vite».

C. B.

BOUTEFLIKA LANCE OFFICIELLEMENT LE CHANTIER

Un Centre des conférences pour 50 milliards de dinars

Le président de la République a lancé officiellement, hier, le chantier du futur Centre international des Conférences (CIC) au Club-des-Pins, à Alger. D'un coût «forfaitaire» de 50,5 milliards de dinars et d'une durée de 32 mois, ce projet a été confié à l'entreprise chinoise de travaux publics CSCEC, sous le suivi et contrôle du bureau italien Fabris & Partners Architeti et du Centre technique de construction CTA Tipasa. Implanté mitoyen à la résidence d'Etat du Sahel, sur une superficie totale de 27 000 m² avec 110 000 m² d'occupation au sol, ce projet comprend notamment un Auditorium de 6 300 m² pour 6 000 places, une Salle polyvalente de conférences de 1 400m² pour 705 places, une zone Chefs d'Etat (1 900m²) ainsi qu'une salle de banquets de 3 300 m² pour 2 500 places et un espace expositions de 15 000 m², outre une surface totale de parking de 59 000 m² pour 2 100 places. Le CIC devrait être ouvert au grand public, avec ses salles de conférences et d'expositions ainsi que ses restaurants (7 000 m² pour 3 400 places) dès le 30 novembre 2013.

C. B.



Photos : Samir Sid